



Les francophones aveuglés par le CD&V

Attention, l'Etat CVP est de retour ! Les chrétiens flamands ont un pouvoir surdimensionné dans la coalition actuelle et seront incontournables cette année. Avec un cap clair : très flamand et très à droite.

Par **Olivier Mouton**



NICOLAS MAETERLINCK/IMAGE GLOBE

POIDS LOURD
Moins arrogant, plus subtil,
le CD&V sert surtout
les intérêts de la Flandre.

Le parti chrétien flamand a beau ne plus être la locomotive électorale d'antan, il n'en pèse pas moins de tout son poids sur le paysage politique. Moins arrogant, plus subtil, mais d'une efficacité redoutable, il se sert de la Belgique pour servir avant tout les intérêts de la Flandre. Plaque tournante de la tripartite fédérale, le CD&V a beaucoup moissonné durant la courte législature Di Rupo : réforme de l'Etat, rigueur budgétaire, aménagements de la Sécu... Un ogre, l'air de rien. D'ores et déjà, le parti de Kris Peeters et Wouter Beke s'impose comme la clé de voûte de la coalition qui verra le jour au lendemain des élections du 25 mai prochain. Qu'elles débouchent sur un gouvernement de droite avec la N-VA ou sur un renouvellement de l'équipe actuelle, il en sera. Les francophones sont liés au CD&V, contraints et forcés : sans lui, les politologues prédisent le chaos.

« Un manque de lucidité »

« Le CD&V est sur du velours, souligne Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Il reste la charnière de la politique belge. On a pu croire qu'il avait perdu ce rôle de pivot au moment des gouvernements Verhofstadt, entre 1999 et 2008, quand il avait été rejeté dans l'opposition. Bizarrement, même s'il est moins fort, l'évolution du paysage politique flamand et l'émergence de la N-VA l'ont rendu à nouveau incontournable. Cela lui donne énormément de leviers pour arriver à ses fins. Dans la négociation de la réforme de l'Etat et dans les débats au sein du gouvernement, le CD&V a eu un pouvoir surdimensionné. Il pèse bien plus que ses 17 sièges à la Chambre. »

Le Premier ministre Elio Di Rupo l'avait martelé d'emblée lors d'un des premiers conseils des ministres de la législature : le bilan de sa coalition sera jugé à l'aune du score des trois partis flamands qui en font partie. « On ménage le CD&V comme on a ménagé les deux autres partis flamands de la majorité fédérale, SP.A et Open VLD, c'est évident, constate Pascal Delwit. Ne l'oublions pas : ils sont minoritaires dans leur rôle linguistique à la Chambre. L'idée principale pour les francophones, surtout pour le PS, c'est de tout faire pour éviter la N-VA en 2014. Pour cela, il faut absolument que ces trois partis se présentent devant l'électeur avec une configuration radicalement différente de 2010, quand le CD&V n'avait aucun bilan à défendre. C'était tout profit pour De Wever. L'espoir, c'est que ces partis puissent dire qu'ils ont davantage engrangé en agissant que la N-VA en parlant. »

Les partis francophones sont-ils aveuglés par l'importance stratégique du CD&V ? Font-ils la danse du ventre devant lui ? L'opposition en est convaincue. Les partis de la majorité, affirme le président du FDF Olivier Maingain, « manquent de lucidité et de clairvoyance » face à l'attitude des chrétiens flamands, tant sur le plan budgétaire que socio-économique. Emily Hoyos, coprésidente d'Ecolo, estime ●●●

••• que le gouvernement fédéral est « fortement influencé par la droite », sous l'impulsion d'un CD&V qui a choisi son camp.

« Nous n'avons pas à ménager qui que ce soit », corrige Paul Magnette, président du PS. Pourtant... « L'enjeu, c'est de faire en sorte qu'il y ait encore au nord du pays des partis avec lesquels nous pourrions faire des compromis. Cela vaut pour le CD&V, mais aussi pour le SP.A ou l'Open VLD. Oui, j'espère que le CD&V restera le parti pivot. Avec lui, nous avons des habitudes. Il a une tradition de compromis. On vient encore de le voir avec la réforme bancaire. C'est moins compliqué de négocier avec les chrétiens qu'avec les libéraux, sauf quand il s'agit de questions éthiques (NDLR: comme on l'a vu avec la majorité alternative montée par le PS sans les chrétiens sur l'euthanasie des mineurs). »

Vlaanderen eerst !

Le CD&V avait un point à prouver à ses électeurs sur le plan institutionnel. En proclamant, lors de la campagne de 2007, que seules cinq petites minutes de courage politique étaient nécessaires pour scinder BHV, le fameux arrondissement électoral et judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde, l'ancien Premier ministre Yves Leterme avait gonflé l'orgueil flamand avant de se heurter au verrou francophone. Résultat : blocage politique complet, éclatement du cartel et forte progression de la N-VA. Les francophones n'avaient pas d'autre choix que de céder aux exigences des partis flamands « modérés ». La sixième réforme de l'Etat scinde BHV et déplace le centre de gravité de l'Etat vers les Régions. Banco pour le parti de Beke.

Le président du FDF est cinglant : « Les partis francophones n'ont pas fait payer le juste prix à ceux qui étaient demandeurs de ces avancées institutionnelles, CD&V en tête. Ils ont répété les mêmes erreurs que lors de la négociation de la loi de financement en 1989 (NDLR : quand l'enseignement francophone avait été sous-financé). »

« Les francophones, prolonge Maingain, sont toujours dans un cadre fédéral, comme si rien n'avait changé, alors que la Flandre de Kris Peeters se présente déjà comme un Etat à l'étranger. Le ministre-président CD&V ne cache pas que la septième réforme de l'Etat est inscrite dans les astres. On a enterré le fédéralisme d'union ou de coopération pour le transformer en fédéralisme de concurrence. »

« Cette sixième réforme de l'Etat est bien plus importante que ce que les partis francophones attendaient au départ, acquiesce Pascal Delwit. Elle va plus loin que ce que N-VA et PS avaient pratiquement convenu en juillet 2010: il n'y avait pas la politique de l'emploi, pas la révision de la loi spéciale de financement, moins d'autonomie fiscale... C'est un pari fait par les francophones pour pacifier la Flandre.

Un pari d'autant plus risqué qu'une lame de fond subsiste



CINGLANT Olivier Maingain : « Les partis francophones n'ont pas fait payer le juste prix au CD&V. »

au nord du pays, épingle le FDF. « Depuis qu'Yves Leterme a déclaré que la Belgique ne représentait plus une plus-value, le CD&V a fait du pouvoir en Flandre sa priorité, dénonce Olivier Maingain. La coupole belge n'est plus qu'un moyen pour servir les intérêts de la Flandre. Si les chrétiens flamands n'osent pas afficher ouvertement leur volonté de réduire le pays à peu de chagrin, c'est uniquement du façadisme pour ne pas heurter l'Europe et permettre à Herman Van Rompuy de rester président du Conseil européen. »

Ultra-flamand, le nouveau CD&V ? « Je ne suis pas sûr que ce parti ait connu une évolution aussi fondamentale qu'on le dit, minimise Paul Magnette. Depuis les années 1990, le CVP a toujours été très flamand. C'est une tendance qui remonte aux premiers hommes forts de la Région flamande, Gaston Geens et Luc Van den Brande. »

Aujourd'hui, les ténors du CD&V parlent d'un chemin vers le « confédéralisme positif ». Et Wouter Beke a déjà indiqué clairement et à plusieurs reprises qu'il ne voulait pas de septième réforme de l'Etat dans l'immédiat. « Nous sommes un parti flamand, nous défendons les intérêts des électeurs flamands, y compris au niveau fédéral. Mais nous restons sur notre ligne : l'urgence est socio-économique. »

« Le CD&V est un paradoxe permanent, estime Emily Hoyos. Il rejoue à la fois le rôle de valeur sûre sur le plan belge, avec le sens de l'Etat, tout en ne changeant pas d'avis sur le confédéralisme, contrairement aux libéraux flamands. J'ai l'impression que les francophones ne sont pas dupes. Lors des derniers votes de la réforme de la N-VA, Wouter Beke s'est abstenu au sujet d'un amendement de la N-VA relatif à la communauté métropolitaine bruxelloise. Cela a créé un grave émoi chez les francophones. Cela ne se fait pas. Après les déclarations de Stefaan De Clerck appelant à resserrer les liens avec la N-VA, ces signaux ne trompent personne. »

A droite, toute !

De nombreux observateurs considèrent que le CD&V prépare en douce une alliance avec la N-VA, sur le modèle

anversois, pour l'après-mai. Après les communales d'octobre 2012, il n'a pas hésité à casser son cartel avec le SP.A pour gérer la première ville de Flandre avec Bart De Wever en personne. « Pour le CD&V, il n'y a pas d'obstacle idéologique majeur à gouverner avec la N-VA, ni sur le plan institutionnel ni sur le plan socio-économique, insiste Olivier Maingain. Ce parti a clairement fait le choix du centre-droit, ce n'est plus le parti de la synthèse entre une aile plus libérale et la social-démocratie. Dans les partis chrétiens-démocrates européens, il n'y a d'ailleurs plus que chez Angela Merkel que c'est le cas. »

Plus que son profil flamand aiguisé, c'est l'évolution idéologique du parti chrétien qui est marquante ces dernières années. Tour à tour, les ténors de son aile gauche, l'ACW, ont quitté le navire. L'ancien vice-Premier ministre Steven Vanackere, son dernier représentant, a annoncé fin décembre qu'il quitterait la politique faute d'avoir reçu une place éligible sur la liste européenne du parti.

L'ancien Premier ministre Yves Leterme, lui, a préféré resté à la vice-présidence de l'OCDE plutôt que d'affronter les électeurs. Définitivement laminée, l'ACW? « Je l'ai dit clairement à mon président, Wouter Beke: d'un point de vue international, les élections se joueront en grande partie au centre-gauche, analyse Yves Leterme, un rien amer. La situation difficile de l'ACW mérite une attention toute particulière. Mon parti doit rester en phase avec la vie réelle des gens: beaucoup souffrent, en Flandre comme ailleurs. J'ai plaidé pour un agenda social très développé, mettant notamment l'accent sur la lutte contre la pauvreté. Il faudra afficher cela durant la campagne électorale! »

Il n'est pas sûr qu'il ait été entendu. « Le CD&V a pris un cap très à droite, estime Pascal Delwit. Chaque fois qu'il a pris position, ces derniers temps, ce n'était jamais sur une ligne ACW. C'est d'ailleurs curieux d'un point de vue électoral. Les analyses faites en 2010 ont montré que l'électorat ACW était globalement resté. C'est celui de droite qui est parti pour la N-VA. Il y a visiblement la volonté de le récupérer, ce qui est loin d'être gagné. »

Au sein du gouvernement fédéral, les francophones ont dû composer avec ce nouveau penchant incarné par le vice-Premier Pieter De Crem et le ministre des Finances Koen Geens. « Les arbitrages budgétaires et les réformes en matière de chômage ou de pensions ont été bien plus loin que ce que souhaitait l'aile de centre-gauche du gouvernement », affirme le politologue de l'ULB. « On a encore vu ces accents de droite à la fin de l'année avec la réforme bancaire, une réformette portée par le CD&V Koen Geens, prolonge Emily Hoyos. Le bras de fer attendu avec les responsables de la crise économique actuelle n'a pas eu lieu. »

Paul Magnette s'inquiète, lui aussi: « Je ne vois pas le CD&V comme un rempart contre la N-VA, non, mais bien comme le parti historique de centre-droit flamand menacé dans sa survie. Le fait que les liens se distancient avec les syndicats, c'est préoccupant. Cela prouve que l'enjeu principal de la campagne sera le modèle de société. Nous voulons faire évoluer le système socio-économique, mais en veillant à ce qu'il continue à profiter à tous, contrairement à ce que proposent le MR, l'Open VLD ou la N-VA. Le temps d'un rééquilibrage fondamental de la fiscalité est venu, comme en 1962, mais loin des slogans libéraux. » Le CD&V, une nouvelle fois, est épargné.

« Nous allons les mains libres aux élections, insiste Wouter Beke. Cela vaut tant à l'égard de la N-VA que du SP.A ou de l'Open VLD. Par ailleurs, il est clair que nous sommes davantage proches du MR et du CDH que du PS ou d'Ecolo. » Ressent-il de l'indulgence francophone à son égard? « Non. Le soutien des partis francophones pourrait être plus appuyé. » Une allusion claire au dernier clash en date, concernant la rémunération des top managers des entreprises publiques après le départ de Johnny Thijs de bpost. Le président du CD&V conclut, critique: « Nous sommes les seuls à avoir plaidé fortement en faveur d'un pacte de compétitivité alors qu'il me semble que l'urgence est réelle aussi du côté francophone. Ne dit-on pas que la Wallonie a dix ans pour se redresser? Qu'attendent les partis francophones? » Ce CD&V-là ne sera pas tendre pour négocier. • O.M.

KRIS PEETERS: LA FLANDRE D'ABORD

Kris Peeters sera la figure de proue du CD&V pour les élections de mai prochain. Ministre-président flamand depuis 2007, il est candidat à sa succession. Pas au poste de Premier ministre fédéral. « Mon parti a fait le choix de la Flandre comme centre de gravité de l'Etat, souligne un ténor du CD&V. Il est plus confortable d'avoir un leader incontestable et incontesté du côté flamand en la personne de Kris Peeters. » Wouter Beke, président du CD&V, confirme: son parti n'aura pas de candidat pour le 16, rue de la Loi. « Plus aucun parti flamand ne présente de candidat pour le poste de Premier ministre fédéral, souligne-t-il. Cela m'étonnerait que ce soit le cas de Maggie De Block à l'Open VLD, même si elle est populaire. Le contexte institutionnel a changé. Il n'y aura plus de combat des chefs au Sénat comme au temps de Dehaene ou Leterme. Nos figures de proue fédérales se présenteront désormais au niveau des provinces. En outre, nous ne sommes plus le premier parti flamand, c'est la N-VA. »

« Kris Peeters incarne ce nouveau CD&V qui n'est plus intéressé par le fédéral, confirme Pascal Delwit, politologue à l'ULB. On ne le voit d'ailleurs quasiment jamais du côté francophone. Dans les faits, c'est lui le chef de parti, qui décide des grandes orientations. Mais il n'a rien de spectaculaire: on n'est pas saisi d'admiration par son action à la tête du gouvernement flamand. Ce n'est ni Martens ni Dehaene. Il ne vient d'ailleurs pas du même vivier: ce n'est plus l'ACW mais l'Unizo, le patronat qui donne le ton. Il a de bonnes chances de garder la ministre-présidence, mais tout dépend du score de la N-VA. » • O.M.



PAUL MAGNETTE (PS)
« Je ne vois pas le CD&V comme un rempart contre la N-VA. »



STEVEN VANACKERE
Le dernier représentant de l'aile gauche du CD&V a quitté le navire.